

H-France Salon

Volume 15, Issue 10, #4

Entre Moyen Âge et époque moderne : pesanteur et épaisseur des différents « temps » historiques

**Indravati Félicité
Université de La Réunion**

Le 20 avril 1792, la France révolutionnaire déclarait la guerre à François II, empereur germanique et neveu de la « reine des Français » Marie-Antoinette. Neuf jours plus tard, les armées révolutionnaires envahissaient les Pays-Bas autrichiens. À cet enchaînement rapide, l'Empire répondit avec une lenteur qui semblait illustrer le décalage entre deux mondes portés par deux rythmes différents. D'un côté, la France était entrée depuis 1789, et encore plus depuis cette année 1792, dans un temps historique accéléré : proclamation de « la patrie en danger », exécution du roi, « levée en masse », victoires militaires qui devaient contraindre l'empereur à d'importantes concessions territoriales avec le traité de Campo Formio, accession de Napoléon Bonaparte à la dignité impériale en 1800. De l'autre côté, le Saint-Empire romain apparaissait comme paralysé par sa structure féodale médiévale, comme le déploraient déjà en 1751 les auteurs de la notice « Empire » dans le tome V de l'Encyclopédie : « dans les diètes de l'*Empire* les résolutions se prennent avec une lenteur insupportable, & rendent cet état ridicule aux yeux des autres peuples chez qui *la lenteur du corps Germanique* a presque passé en proverbe. »¹ Aux concessions diplomatiques des années 1790 devait succéder un détricotage de la constitution impériale auquel les membres de l'Empire ne firent pas face avec unité, ce qui amena l'empereur à abdiquer, et l'Empire par conséquent à disparaître, en 1806.

À « l'ère des révolutions »², la placidité d'un empire millénaire était donc devenue « ridicule » : les recettes politiques du Moyen Âge étaient désormais inadaptées pour relever le défi d'une époque révolutionnaire qui, incarnée par la France, était bien ancrée dans un présent lui-même riche d'avenirs à imaginer.

Concurrence des « seuils »³ ?

Ce télescopage des temps a longtemps constitué un horizon compliqué à dépasser dans mes recherches sur les relations franco-allemandes à l'époque moderne, retardant ma réflexion sur le Moyen Âge que j'avais tendance à considérer depuis le fantôme du Saint-Empire que les romantiques avaient construits au XIX^e siècle. L'invitation de Christine Adams et de Charles-Louis Morand-Métivier à attaquer de front ce spectre méthodologique est donc une occasion bienvenue de traquer les impensés de mes pratiques d'enseignante-chercheuse en histoire moderne dans le système universitaire français.

¹ Baron d'Holbach Mallet, Boucher d'Argis, « Empire », in *L'Encyclopédie* (Paris: Briasson, David, Le Breton & Durand, 1755), t. 5, 582-586, ici 586.

² Eric Hobsbawm, *The Age of Revolution, Europe from 1789 to 1848* (Londres: Weidenfeld & Nicholson, 1962).

³ Reinhart Koselleck, *Le futur passé, Contribution à la sémantique des Temps Historiques*. Traduit de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock (Paris: Éditions de l'EHESS, 1990).

De ce fait, si je devais évoquer spontanément l'importance des périodisations académiques sur mes pratiques de recherche et d'enseignement, je serais tentée de dire que c'est avec ce qu'on appelle en France l'époque « contemporaine » que les ruptures sont le plus marquées : en effet, la Révolution française constitue une rupture en apparence claire et indéniable, avec un « avant » et un « après » dont étaient déjà conscients les hommes et les femmes du XVIII^e siècle. C'est ainsi avec mes collègues contemporanéistes que j'ai l'habitude de discuter les grandes notions autour desquelles se sont construites mes recherches : l'État, la diplomatie, les relations « internationales », la mondialisation. Ces discussions avec les historiens de la période plus tardive, qu'elles fassent apparaître des convergences, ou au contraire des divergences, m'ont toujours semblé nécessaires afin éviter le double écueil de l'anachronisme et de la téléologie, notamment pour tout ce qui a trait à l'État, à ses prérogatives, à son emprise sur les populations, à sa prétention à incarner la souveraineté, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de frontières en voie de fixation. Il m'a toujours semblé très clair que nous, modernistes, étudions des mondes étrangers à ceux de nos collègues contemporanéistes. Mais à y regarder de plus près, cette approche wébérienne de l'histoire politique, toujours très prégnante dans l'historiographie, entérine en réalité une communauté terminologique entre modernistes et contemporanéistes qui nous permet de nous comprendre. Ainsi, même si nous insistons tous sur la distinction nécessaire entre la définition de termes tels que « nation », « peuple », « État », ou encore « souveraineté » qui prévaut durant chacune de ces périodes, il y a néanmoins en arrière-plan l'idée que l'Europe moderne a vu germer, sans en pressentir ni en exploiter tout le potentiel, des notions et idées fondatrices de notre « modernité ».

À y réfléchir plus avant, c'est donc peut-être bien la distinction entre Moyen Âge et époque moderne qui s'avère plus structurante que celle entre les temps modernes et la période contemporaine.

« Modernité » et Moyen Âge : une distinction trop facile ?

L'une des spécificités du système universitaire français est en effet d'avoir longtemps attaché à l'idée de modernité – dont on connaît l'influence sur la pensée intellectuelle du XVII^e siècle à notre époque – à une période précise, celle dite « moderne », qui en France désigne les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, en gros de 1453 (fin de la guerre de Cent Ans) à 1789. L'attribution de l'épithète moderne à cette période perçue par ailleurs comme celle de l'affirmation de l'État monarchique centralisateur (au singulier, pour bien conférer à l'expression sa force générique) face au pouvoir religieux, à la noblesse et corps de la société tels les parlements, a longtemps eu pour conséquence un affaiblissement de l'histoire politique médiévale.

L'histoire de l'État ayant rempli une fonction politique au moment même où l'histoire émergeait en tant que discipline universitaire et tentait de s'établir comme science, au tournant du XX^e siècle, les siècles précédant le XIX^e ont dû endosser un rôle précis : celui de la genèse progressive, mais continue, de « l'État moderne », rationnel, efficace, mû par le bonheur et la prospérité des peuples ; l'histoire devait concourir à démontrer que cet objectif était désormais atteint, grâce à l'accomplissement d'une destinée politique étatique centralisatrice et monopolisatrice. L'idée que l'époque moderne préparait cette apothéose était étroitement liée au rejet d'un Moyen Âge que l'on considérait, en reprenant les *topoi* forgés à la Renaissance, comme marqué par la féodalité, l'arbitraire et l'obscurantisme religieux. Cela a contribué à isoler un peu plus un Moyen Âge devenu chasse gardée des romantiques, tandis que l'Antiquité était au contraire revalorisée, notamment par le biais de la pensée politique impériale et républicaine. Cette coupure est encore perceptible dans la terminologie enseignée au sein des facultés d'histoire, le vocabulaire politique médiéval semblant bien moins familier

aux étudiants que celui de l'Antiquité et de l'époque moderne : ainsi, leur hésitation sera généralement plus grande quand il s'agira de définir le système du servage que de commenter la notion d'absolutisme.

Cela a aussi des implications en termes de contenu thématique, certaines formations politiques de l'époque moderne comme le Saint-Empire, on l'a vu, étant reléguées au rang de « survivances » du Moyen Âge. Que dans ce cas particulier le dédain soit aussi le fruit d'une image patiemment élaborée par les historiens nationalistes prussiens du XIX^e siècle, et notamment Gustav Droysen, n'a pas empêché la diffusion de cette image tout au long du XX^e siècle. Paradoxalement, la ferveur populaire pour un Moyen Âge germanique idéalisé à l'époque du romantisme a joué en défaveur de l'image que se sont faite les historiens contemporains de l'Empire de l'époque moderne : on a vu dans cet objet tout médiéval une relique ; par conséquent, l'admirer, ou seulement l'étudier, a longtemps été assimilé à une forme d'idolâtrie. Ce n'est guère que depuis les années 1990 que de nouvelles propositions ont émergé, réévaluant la constitution de l'Empire et son organisation politique. Le travail des médiévistes a été décisif à cet égard, notamment grâce aux nouvelles approches du Moyen Âge qui ont caractérisé les années d'après-guerre dans toute l'Europe, mais avaient déjà commencé, en France, au moins avec les travaux de Marc Bloch, dans les années 1920.

C'est précisément en réaction à cette discrimination que Jacques Le Goff avait posé, dans un fameux ouvrage de 2014 au titre provocateur *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?*⁴ une question qui exprimait bien l'amusement, sinon l'agacement, de nombreux médiévistes face à cette convention universitaire. Les XIV^e et XV^e siècles étaient encore souvent désignés en France par l'expression péjorative de « bas Moyen Âge », dont il avait à maintes reprises rappelé qu'elle n'était pas si différente de la Renaissance, pourtant, elle, unanimement célébrée. Fervent partisan au contraire d'un « long Moyen Âge » qui irait de la fin de l'Empire romain à la Révolution française, il était persuadé de l'importance pour l'historien de se libérer de ces périodisations académiques, qui représentaient souvent un carcan plus qu'un cadre de réflexion fertile.

Inspirants médiévistes

Il me semble que l'histoire de la diplomatie et des relations dites « internationales »⁵ a joué un rôle pionnier dans la relativisation de cette coupure au profit d'une mise en lumière des permanences et des continuités. Pour prendre l'exemple de la « nouvelle histoire diplomatique », qui date déjà de plus de trois décennies, on peut dire qu'elle a enrichi l'exploration de l'histoire politique d'une donnée jusqu'alors relativement laissée à l'écart : Lucien Bély a révélé, dans son ouvrage *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV* consacré au congrès de paix d'Utrecht (1713), le rôle des acteurs des relations dites « internationales » dans toute leur diversité : grands ambassadeurs, espions et espionnes, curés, salonniers, journalistes, marchands. Inaugurant une nouvelle manière de traiter le sujet fort traditionnel des congrès de paix, proche de l'anthropologie, Lucien Bély nous a montré qu'il était dangereux de chercher dans la diplomatie de l'époque moderne les prémices des politiques étrangères des États de notre époque, remettant ainsi au goût du jour une histoire diplomatique qui, depuis l'essor des Annales, était demeurée prisonnière d'une image conservatrice et vieillotte. Dans le sillage de ces travaux pionniers s'est ajoutée une série d'études insistant sur l'importance des rituels et du langage symbolique pour ce que l'historien allemand Rudolph Schlögl a appelé « la communication entre présents ». Cette

⁴ Jacques Le Goff, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?* (Paris : Seuil, 2014).

⁵ On écrit entre guillemets l'épithète « internationales » car dans le sens strict, il n'existe pas d'État-nation avant le XIX^e siècle, ce qui implique qu'il n'y a pas non plus de relations inter-« nationales ».

école ritualiste allemande, illustrée notamment par les travaux de Barbara Stollberg-Rilinger, s'est inspiré, pour décoder le langage politique symbolique des temps modernes, des réflexions initiées pour le Moyen Âge. En effet, la distance temporelle qui sépare les historiens actuels du Moyen Âge a paradoxalement eu pour effet une plus grande prédisposition des médiévistes à recourir à l'ethnographie, l'anthropologie et la sociologie, censées aider l'historien à comprendre les logiques et les modalités d'organisation de sociétés considérées comme « exotiques » au sens où elles appartenaient à des époques éloignées de nous dans le temps. C'est ainsi qu'en plus d'un regard nouveau porté sur les textes, on a accordé une importance particulière à la communication non verbale et à la matérialité des échanges : matérialité de la lettre en diplomatie, ambivalence et richesse sémantique des présents, dimension fondatrice du voyage dans l'expérience de l'altérité. En reprenant à leur compte cette démarche initiée par les médiévistes, les historiens de la diplomatie dite « moderne » ont développé une approche mobilisant notamment la microsociologie des interactions et les théories relatives à l'importance des rites dans la mise en place d'un ordre symbolique lui-même source de pouvoir politique.

Les études globales et la relativisation de la rupture de 1492

Ces renouvellements ont accompagné des relectures menées parallèlement dans d'autres champs d'étude relevant également, bien que sous d'autres aspects, des « relations internationales ». Ainsi, l'histoire des « rencontres » entre des mondes qui s'ignoraient jusqu'au XV^e siècle, notamment les sociétés des Amériques et celles de l'Europe à partir de 1492, a été réexaminée, dans le but d'abandonner le biais de la fatalité d'une soumission des premiers aux seconds. En 1967, déjà, Nathan Wachtel avait proposé de se pencher en ethno-historien exploitant le folklore mexicain, guatémaltèque et péruvien, sur « la vision des vaincus » ; l'idée était de retrouver la manière dont avait été pensé le changement politique et social du XVI^e siècle par les populations américaines elles-mêmes. Bien que son article reste attaché à l'idée d'une « ruine des civilisations » provoquée par l'arrivée des « Occidentaux », il souligne néanmoins les continuités mémorielles et rituelles qui perpétuent, dans les populations, le souvenir de la période médiévale. Cette voie a été suivie dans les décennies ultérieures par les chercheurs qui, comme Jerry Brotton dans son ouvrage de 2004 *The Bazaar Renaissance* ont souligné l'intensité des contacts qui caractérisaient l'Eurasie et le carrefour méditerranéen à la fin du Moyen Âge, pour montrer que les notions d'échanges interculturels et de mondialisation n'étaient pas des inventions d'une prétendue « modernité » issue des Lumières ou des révolutions du XVIII^e siècle. Aujourd'hui, l'étude de la « diplomatie interculturelle » (*cross-cultural diplomacy*) constitue le champ peut-être le plus vivace de l'histoire des relations dites « internationales » à l'époque moderne. Là encore, le recours au Moyen Âge apporte un éclairage bienvenu sur l'époque moderne. Premier exemple, la réévaluation de la diplomatie vénitienne à l'égard des puissances asiatiques médiévales telles que la Horde d'Or apporte de la profondeur historique à des réalités autrefois considérées comme rendues possibles tardivement, par une mondialisation qu'auraient initiée les Européens. De même, une meilleure connaissance de la réalité commerciale de l'océan Indien médiéval a permis une prise de conscience quant à la relativité des innovations, notamment économiques, apportées par les Européens à partir de l'arrivée de Vasco de Gama en Inde. Aujourd'hui, on insiste sur la continuité des flux d'échanges établis au cours du Moyen Âge, ainsi que sur la permanence des pratiques de négociation diplomatique et des perceptions politiques héritées parfois de l'Antiquité, comme l'ont souligné Denys Lombard et Sanjay Subrahmanyam au sujet du mythe d'Alexandre, partagé par les Asiatiques et les Européens.

Une profondeur historique nouvelle ?

Cette réévaluation de la profondeur historique de processus généralement considérés comme « modernes » nous permet de rééquilibrer notre perception des termes de l'échange, et d'éviter l'écueil de la téléologie lorsque nous nous intéressons à la « première mondialisation ». En nous incitant à nous détacher d'une périodisation qui ferait de la fin du XV^e siècle une rupture, elle nous invite à redonner leur importance à tous les moments d'échanges, à les contextualiser plus précisément. Nous sommes ainsi amenés à nous interroger sur les enjeux propres à chacun de ces moments et, par conséquent, à ne pas les penser à l'intérieur d'une époque moderne qui porterait l'étiquette de période « précoloniale », ce qui réduirait toute rencontre à des étapes menant inexorablement vers la réalité coloniale qui émerge de façon claire au XIX^e siècle. Remettre en question cette histoire du colonialisme et ses découpages temporels est également, comme l'explique Frederick Cooper⁶, l'un des enjeux importants de toute histoire des contacts, notamment diplomatiques, *a fortiori* à l'époque moderne ; là encore, porter notre regard de moderniste sur le Moyen Âge permet d'éviter des interprétations biaisées.

Dans nos enseignements, le fait de rompre avec une périodisation stricte pour nous inspirer des historiens des périodes précédentes offre des possibilités très riches de clarification de certaines réalités telles que les « relations interculturelles ». En effet, en apportant des exemples anciens de tels échanges à une échelle intercontinentale, nous pouvons battre en brèche la centralité longtemps accordée à l'année 1492, vue comme le début d'une époque de « découverte du monde » du fait des expéditions européennes. C'est aussi l'occasion de sensibiliser les étudiants à l'interdisciplinarité, certes prônée par les historiens déjà bien établis professionnellement, mais souvent difficile à assumer dans la conduite d'une carrière. Oser construire un parcours au croisement de plusieurs périodes et de plusieurs disciplines – histoire et anthropologie, ou encore histoire et littérature – relève encore d'un défi qui peut exposer son auteur au soupçon de faible capacité de rigueur dans l'une ou l'autre des périodes ou des disciplines. En revanche, l'intérêt du recours à la sociologie s'est imposé désormais, sans doute en raison de l'ancienneté de la discipline sociologique, qui s'est construite institutionnellement et établie parallèlement à la discipline historique, dans la seconde partie du XIX^e siècle, souvent dans une situation de rivalité avec elle pour la domination du champ académique émergent des « sciences humaines et sociales ».

Ces réflexions nous amènent aux grandes questions que soulèvent les nouvelles directions prises par l'histoire diplomatique, l'histoire globale et l'histoire politique depuis quelques décennies.

Premièrement, on a pu reprocher à la « nouvelle histoire diplomatique », qui privilégie le regard des acteurs divers et les moments de communication, une minimisation de la dimension conflictuelle des relations internationales et interculturelles. De plus, l'importance prise par les autres sciences sociales dans l'analyse des conditions concrètes des échanges du passé, propre à la démarche micro-historique, fait émerger un ensemble de questions sur la pondération entre d'une part une grille de lecture théorique fondée sur des modèles sociologiques, ethnographiques ou anthropologiques, et d'autre part l'importance du contexte, que ces modèles semblent faire passer au second plan. Or, quelle que soit son intérêt pour l'approche interdisciplinaire, l'historien tire sa légitimité scientifique de sa faculté à contextualiser, ce qui l'invite à la vigilance.

⁶ Frederick Cooper, *Le colonialisme en question. Théorie, connaissance, histoire* (Paris : Payot, 2010).

Comment, dès lors, revoir notre rapport aux temporalités sans sacrifier à l'exigence de précision contextuelle ? Inversement, comment ne pas tomber dans un contextualisme dénué de profondeur lorsque nous étudions l'histoire par « tranches » ?

Conclusion

Cette conclusion n'apportera pas de réponse « tranchée », pour filer la métaphore de Jacques Le Goff, aux nombreuses questions que soulève le paradigme de la périodisation en histoire. Ce petit texte s'ouvrait sur la collision de deux temporalités dans l'Europe des révolutions : fin d'une époque héritière du Moyen Âge, début de la modernité – Vraiment ?

Il nous faut plutôt clore en objectant que la fin du Saint-Empire en 1806 n'est pas vraiment la fin de l'histoire. Il faudrait peut-être remonter le temps jusqu'en 1804, lorsque Napoléon se fait sacrer empereur en la cathédrale Notre-Dame de Paris et que, la même année, de l'autre côté de l'Atlantique, Jean-Jacques Dessalines se fait proclamer empereur d'Haïti. Nouveau télescopage des temps, collision des espaces, autour d'un thème, l'empire, que d'aucuns disaient moribond dans l'euphorie de 1789. L'idée impériale n'est donc pas morte, elle n'était donc pas une survivance moyenâgeuse, ce faux synonyme de « médiéval ». Au contraire, elle s'impose plutôt en ce début de XIX^e siècle comme un ouvrage d'histoire potentielle qui peut aussi contribuer à l'imagination d'un avenir politique. Il y a là une invitation à envisager le temps historique sous toutes ses couches, et à constituer en objet d'histoire les rapports étroits qu'entretiennent le Moyen Âge et l'époque moderne sans peur de l'anachronisme, mais plutôt en voyant dans le temps la matière malléable de nos réflexions communes.

About the author:

Indravati Félicité is professor of early modern European History at the Université de La Réunion. Her research focuses on the history of international relations, diplomacy, imperial studies and German-speaking spaces in their European and global entanglements. In her dissertation *Négociier pour exister* (De Gruyter-Oldenbourg, 2016; German version Böhlau, 2017) she analyzed the ontological significance of diplomatic activity for small estates of the Holy Roman Empire. She has edited or co-edited collective volumes on diplomacy (*L'Identité du diplomate. Moyen Âge – XIXe siècle*, 2020, which challenges the idea of a continuing professionalization of foreign affairs) on trans-imperial phenomena (*Transimpérialités contemporaines*, 2021). In her forthcoming book she focuses on the relations between the Holy Roman Empire and the world in order to bring the Holy Roman Empire back into global and imperial studies. This study is under contract with CNRS Éditions and will appear in early 2024 under the title *Le 'Vieil Empire' face au monde (1454-1806): contestation et redéfinitions de l'impérialité à l'époque moderne*.

H-France Salon

ISSN 2150-4873

Copyright © 2023 by the H-France, all rights reserved.